

LES 100 ANS

DE L'UL DE DIEPPE DANS LES MEDIAS

- ◆ **12 septembre 2019 : Paris Normandie Dieppe - cent ans de solidarité**
- ◆ **17 septembre : Informations dieppoises - La centaine combattante**
- ◆ **19 septembre 2019 : Paris Normandie Dieppe - Interview de William PILON**
- ◆ **23 septembre 2019 : Informations dieppoises - Philippe Martinez en pays amis**
- ◆ **24 septembre 2019 : Informations dieppoises - Philippe Martinez allez voir les militants là ou ils sont**
- ◆ **[Vidéo présentation du livre](#)**



Cent ans de solidarité

Syndicalisme. L'Union locale CGT, née le 25 septembre 1919, célèbre son centenaire avec un livre qui retrace un siècle de luttes sociales à Dieppe, en attendant d'autres rendez-vous la semaine prochaine.

« Une empreinte dans le passé à l'attention des générations futures ! » **Mathias Dupuis** feuillette un livre qui retrace une époque pas si lointaine... Un ouvrage, intitulé *Luttes sociales*, et dont la publication marque déjà le centenaire de l'union locale CGT dont il est le secrétaire général depuis 2014.

Née le 25 septembre 1919, dans la foulée de l'importante mobilisation du 1er mai 1919, et deux ans après le syndicat des cheminots de Dieppe, la CGT s'installe au numéro 168 de la rue de Chanzy. La petite histoire retiendra que le bureau, présidé par Pierre Dréau, comptait six cheminots et un instituteur.

« Ce n'est pas un livre d'histoire au sens scientifique du terme », prévient Mathias Dupuis qui signe la préface de l'ouvrage édité sous la direction de Jacky Maussion, le président de l'Institut CGT d'Histoire sociale de Seine-Maritime. De la naissance de l'union locale aux derniers combats syndicaux en soutien à Davigil ou contre la loi Travail, le livre, qui a déjà été réservé par un millier de personnes lors de la souscription, évoque des épisodes qui ont marqué l'histoire de France et de Dieppe.

« L'école de la fraternité »

Les grèves de 1936, celles de mai 1968, la construction des centrales nucléaires, les tempêtes sociales sur la ligne Dieppe-Newhaven, la liquidation des Chantiers de la Manche... Le tout, au fil des 170 pages documentées avec des photographies, des affiches, des coupures de journaux.

« À l'occasion de ce centenaire, nous devons nous interroger sur la pertinence de l'engage-



En mai 1968, les Dieppois sont dans la rue avec les syndicats, comme ici rue d'Écosse devant la sous-préfecture. (Photo Serge Lucas)

ment syndical, estime **Jacky Maussion**. Si on n'est pas persuadé qu'il est possible de vivre dans un monde meilleur, c'est difficile de s'engager. Les syndicats, c'est l'école de la fraternité et de la solidarité, ce n'est pas seulement la grève et la lutte. L'union locale, c'est la structure clé du syndicat, c'est elle qui participe aux changements, sur le plan social, juridique, politique. »

Évoquant l'aspect politique du syndicalisme, le président de l'Institut CGT d'Histoire sociale souligne cette particularité dieppoise : « *Ivénée Bourgois, qui a été secrétaire général de l'Union locale, a été élu maire en 1971. Ce fut un tournant... À cette époque, les liens entre le parti communiste et la CGT étaient forts, aujourd'hui*

ce n'est plus la cas, il y a davantage de pluralisme. » Il évoque aussi la dépolitisation « massive de la population » et la prégnance de « ce qui touche à l'identité ». Et il conclut : « Il faudrait un retour au politique... »

L'Union locale CGT fêtera ses 100 ans les 20 et 21 septembre à la salle des Congrès. Au programme : la projection du film *Les Coriaces sans les voraces*, (documentaire de Claude Irsch) suivie d'un débat sur le thème de la « réappropriation de l'outil de travail dans un monde socialiste », en présence de salariés de la Société coopérative et participative provençale de thé, Scop TI (ex-Fralib) ; la présentation du livre sur

le centenaire de l'UL CGT Dieppe et un concert des Red Lezards. Les syndicalistes dieppois annoncent également la présence de Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT.

« Cent ans, c'est un bail, écrit Mathias Dupuis dans la préface de *Luttes sociales*, avant de conclure : *Notre histoire est belle. Une histoire sociale qui est aussi une épopée humaine...* »

F.W.

INFOS PRATIQUES

Luttes sociales, un siècle de l'union locale CGT de la région dieppoise, 1919-2019 (172 p, 15 €), disponible pour le moment dans les locaux du syndicat, place Louis-Vitot.

Une militante nommée Rosa Leroy

C'est l'une des premières femmes syndicalistes du mouvement social à Dieppe.

Rosa Leroy, qui a participé à la création du syndicat de la manufacture des tabacs, en 1891, aura son nom gravé sur une plaque à Dieppe. Le parvis du nouveau cinéma Grand forum sera inauguré à son nom dans quelques semaines. En 1898, Rosa Leroy fut élue vice-présidente de la section syndicale de la manufacture des tabacs de Dieppe, le



président étant toujours un homme. À partir de cette époque, elle participe à toutes les assemblées générales annuelles de la fédération, jusqu'au début des années 1910. En 1900, elle est élue présidente, ce qui fut un véritable coup de tonnerre. Pour la première fois depuis la création du syndicat, et plus largement dans l'agglomération, une femme accédait à la responsabilité la plus importante, « à une époque où les femmes n'avaient pas le droit de vote », insiste **Jacky Maussion**, président de l'Institut CGT d'Histoire sociale de Seine-Maritime.

Rosa Leroy s'attache à ce que le

syndicat règle les problèmes du quotidien, et améliore l'hygiène et la sécurité, avec l'indemnisation des accidents du travail dès avant 1900. En juin 1902, dans le cadre d'une grève générale, le syndicat milite pour les avancements au mérite mais aussi contre les passe-droits et contre le harcèlement sexuel subi par certaines jeunes filles de la part de quelques contremaîtres, et pour un salaire égal entre hommes et femmes. En 1911, le personnel obtint six jours de congés payés, portés à douze l'année suivante.

(Source : dictionnaire biographique du mouvement ouvrier)



Devant l'usine Vandeuve. (Photo Serge Lucas)

CGT : il milite sans limite

Syndicat. Pour les 100 ans de la CGT dieppoise, portrait de l'un de ses piliers : William Pilon, père, époux, frère et oncle de syndiqués.

A l'union locale (UL) CGT dieppoise, c'est un pilier : sur cent ans d'existence de l'UL, William Pilon, 76 ans, en a passé cinquante en tant que militant actif.

Né en 1943 d'un père allemand mort trois jours après le raid anglo-canadien Jubilee, il est élevé chez ses grands-parents, à Puy. « On était catholiques : j'ai même été enfant de chœur ! » D'où une certaine idée de la solidarité : « Les prêtres ouvriers étaient nombreux et très proches de nous. » Il entre aux Chantiers de la Manche comme chaudronnier. « J'ai commencé en 1960 et j'ai tout de suite voulu me syndiquer. Là, on m'a dit qu'il fallait d'abord que je fasse mes preuves... et que j'aille au service militaire ! » Il patiente, donc.

Quand il peut enfin se syndiquer, « c'est Robert Crochet qui est président de l'UL : un docker qui parlait je ne sais combien de langues et qui avait gagné un radio-crochet en répondant à toutes les questions. Une sacrée culture ». « Willy », lui, prend des responsabilités dès 1968. « J'ai eu ma première formation dans la cabane en bois du parc Jehan-Ango, devenu parc François-Mitterrand : j'y ai appris le principe du revendicatif, le système capitaliste que je ne connaissais pas avant de travailler. C'est

à 17 ans que je me suis aperçu de l'exploitation qui existait. Quand j'ai été embauché, je gagnais 0,90 F de l'heure et je travaillais quarante-neuf heures par semaine. » Dès 1970, il est délégué du personnel, puis il entre au Comité d'hygiène et de sécurité, au comité d'entreprise dont il devient secrétaire, et enfin au comité central d'entreprise.

Les années 70 sont l'âge d'or du syndicalisme, entre autres... « Avant, les jeunes avaient du mal à faire leur place. À partir de 1968, il y a eu une émancipation de la jeunesse y compris à la CGT. » Le militant s'occupe de la défense des salariés devant les prud'hommes : « À cette époque, ce n'était pas comme avec Macron : il n'y avait pas de grande procédure juridique, mais le patron, le salarié et son représentant. Aujourd'hui, c'est infernal. » Il participe aux « grandes grèves des Chantiers de la Manche avec occupation de l'entreprise, début 1986, suite à la décision européenne de fermer les cinq chantiers de construction navale en France ». « L'Europe » aura leur peau, mais « on a quand même gagné des luttes à ce moment-là : retraite à 55 ans, semaine de trente-cinq heures ». De 1 200 syndiqués dans les années 70, William Pilon se désole de voir qu'il « n'en reste plus qu'une trentaine. Mais toutes les grandes entreprises

(Alcatel, Boyard, les Chantiers de la Manche, etc.) ont disparu. La construction navale, c'était une autre vie ». Pour illustrer son propos, le militant n'a pas à chercher longtemps dans ses souvenirs : « Ma meilleure négociation, c'était avec le patron Tessier : 25 % de hausse de salaire dans l'année ! » Il continue : « Une fois, le patron invite les trois équipes de foot des Chantiers dans le vignoble de Reims dont il était actionnaire. Mais la veille, on fait grève avec occupation de la boîte. En AG, on se demande : l'invitation tient-elle toujours ? Ah oui, la direction nous a emmenés comme si de rien n'était. »

« Le grand patron m'appelle... »

Une autre fois, « il était 8 h du soir, on venait de terminer une grève de trois semaines. Le grand patron, qui s'appelait Charbonnier, m'appelle : il m'invite au restaurant pour filer la signature de l'accord. Je lui dis qu'on est encore une dizaine au bureau : il me dit venez tous. On y est allés. Un camarade à table a même réussi à lui faire faire un chèque pour acheter un véhicule pour le comité d'entreprise ! » Dans le même temps, William Pilon s'est vu travailler « trois jours sans s'arrêter pour finir un tracteur de mine ».

En 1988, un an après son licenciement, il entre « véritablement à l'UL, embauché au cabinet du maire et détaché à l'UL comme permanent ». Cela lui vaudra, ainsi qu'au maire de l'époque Christian Cuvilliez, « deux ans de procès, obligation de rembourser les salaires perçus entre 1988 et 2000 et six mois de prison avec sursis ». Puis passe la loi sur l'amiante, et William Pilon peut faire valoir ses droits à la retraite. Mais il reste militant, présent au local de la place Louis-Vitet comme aux prud'hommes où il intervient toujours, même s'il n'est plus dans les instances dirigeantes de l'UL.



William Pilon milite à la CGT depuis cinquante ans. (Photo PN)

A.S.G.R.

Philippe Martinez sera présent samedi

L'Union locale CGT de Dieppe fêtera son centenaire les 20 et 21 septembre, à la salle des Congrès. Vendredi 20 septembre à 18 h, projection du film *Les Coriaces sans les voraces* (documentaire de Claude Irsch), suivie d'un débat sur le thème de la réappropriation de l'outil de travail dans un monde socialiste, le tout en présence de salariés de la Société coopérative et participative provençale du thé Scop TI (ex-Fralib). Le verre de l'amitié clôturera la soirée.

Prévue également, samedi 21 septembre à 18 h : la présentation de l'ouvrage rédigé par Jacky MauSSION, président de l'institut CGT d'histoire sociale de Seine-Maritime et préfacé par Mathias Dupuis, secrétaire général de l'UL CGT locale, *Luttes sociales*. Tout finira en musique avec le concert des Red Lezards, autour d'un apéritif dinatoire ! À noter que le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, est attendu pour assister à la présentation du livre et

participer à l'événement.

INFOS PRATIQUES

100 ans de l'Union locale CGT, les 20 et 21 septembre à la salle des Congrès.

Entrée libre. Vendredi 20 septembre à

18 h : projection du film « Les Coriaces

sans les voraces » et débat avec les ex-

Fralib. Samedi 21 septembre à 18 h : pré-

sentation du livre « Luttes sociales, un siècle

de l'Union locale CGT de la région

dieppoise » de Jacky MauSSION à 18 h,

puis concert des Red Lezards. Le livre sera

en vente sur place au prix de 15 €.

Contact au tél. 02 35 84 23 81.

CGT. Union locale : la centaine combattante

Les 20 et samedi 21 septembre, l'union locale de la CGT à Dieppe fêtera ses 100 ans. Des festivités sont prévues et un livre retraçant l'histoire de l'UL de Dieppe est disponible.

Le 25 septembre 1919, l'union locale de la CGT voyait le jour à Dieppe. Cent ans plus tard, le syndicat est encore bien implanté dans la cité aux quatre ports. L'occasion pour ses représentants, Mathias Dupuis, secrétaire générale de l'UL de Dieppe, de fêter dignement ce centenaire. Un anniversaire en deux temps. Ce week-end tout d'abord, vendredi 20 et samedi 21 septembre, de multiples festivités sont prévues.

Soirée débat

« Vendredi soir, nous organisons une soirée débat autour d'un film retraçant les 1 336 jours de combat des employés de la SCOP-TI contre Lipton » explique Mathias Dupuis. S'ensuivra un débat sur la réappropriation de l'outil de travail dans un monde capitaliste.

Samedi, c'est le secrétaire générale nationale de la CGT Philippe Martinez qui viendra à



L'Union locale CGT de Dieppe fête ses 100 ans les 20 et 21 septembre.

Dieppe. « Il y aura une présentation du livre retraçant les 100 ans d'histoire de l'UL de Dieppe, puis un concert et d'autres types de festivités » poursuit le secrétaire général de l'UL Dieppe.

Réflexion sur l'engagement syndical

Pour marquer au mieux cet anniversaire, les représentants dieppois du syndicat ont en effet décidé de l'édition d'un livre historique. « Nous voulions faire un livre agréable à lire avant tout » détaille Jacky Maussion, président de l'institut CGT d'histoire sociale de Seine-Maritime, qui a dirigé l'ouvrage.

« C'est un livre avec beaucoup d'iconographies mais aussi des textes courts et forts. Nous avons essayé de nous rapprocher, quand c'était possible, de la forme journalistique. Il n'a pas uniquement été fait comme un tract militant » dit-il.

Le livre se veut une réflexion sur l'engagement syndical. « Nous avons décidé de réfléchir à deux choses : la crise d'efficacité des syndicats et la crise d'adhérence aux syndicats » continue Jacky Maussion. Le fil conducteur du récit est les raisons pour lesquelles on s'engage dans les syndicats.

L'ouvrage retrace le parcours des figures fortes du combat syndical à l'instar de Rosa Leroy, première femme déléguée syndicale à la manufacture de tabac de Dieppe. En toile de fond un seul message. « Syndiquez-vous » conclut Jacky Maussion.

A. Bdc.

PRATIQUE

Le livre retraçant les 100 ans de l'UL de Dieppe est disponible au prix de 15 € à la permanence du syndicat, place Louis-Vitet à Dieppe.

ÉVÉNEMENT

Philippe Martinez en pays ami

« C'est la troisième fois que je viens à Dieppe », sourit **Philippe Martinez**, secrétaire général de la CGT, le samedi 21 septembre 2019, sous le soleil qui baigne le front de mer. Le « boss » de la Confédération générale du Travail (CGT) vient célébrer le centenaire de l'Union locale CGT de Dieppe, chapeautée par Mathias Dupuis. À 18 h, il s'apprête à participer à une discussion au sujet d'un livre écrit par Jacky Maussion, concernant un siècle de CGT à Dieppe.

« Mes deux premières visites, ce devait être en 2016, 2017. On avait fait une assemblée dans une salle juste à côté de la mairie et j'étais aussi venu chez Alpine juste avant de lancer la nou-

velle A110. Dieppe est une ville où il y a des entreprises très diversifiées. » En ce samedi festif, Philippe Martinez apparaît détendu. Il est en terrain ami, conquis.

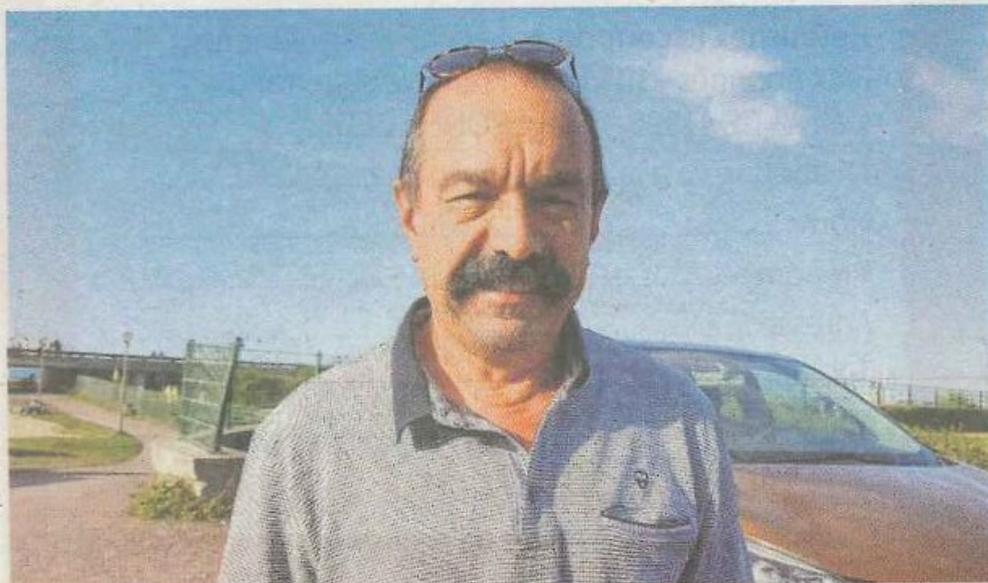
« Nous avons une mission d'intérêt général »

Le syndicaliste de 58 ans ne se prépare pas à livrer un combat : « Ils m'ont demandé d'intervenir, de dire un petit mot. C'est important d'aller voir les militants, là où ils sont, et dans une période où un certain nombre d'élus veulent fermer des unions locales ou départementales. Il est important de rappeler à quoi servent ces unions. Il faudrait une prise de conscience des élus. »

Ces structures permettent par

exemple aux salariés, aux chômeurs d'obtenir des conseils dans le cadre de litiges. Jusqu'à présent, les communes mettaient des locaux à disposition gracieusement, ou à moindres coûts. C'est encore le cas à Dieppe. Philippe Martinez estime que ce combat est national : « C'est au gouvernement qu'il faut s'adresser. Nous avons une mission d'intérêt général. » Il ajoute, ne dissimulant pas un sourire derrière sa moustache : « Mais je pense que ce sont des gens qui n'ont jamais eu besoin des syndicats... »

Philippe Martinez, à la tête d'un syndicat qui a 124 ans, refuse qu'« on coupe les moyens. Le principe de la démocratie, c'est qu'on n'est pas tous d'accord ». Ce technicien porte ce message partout en Europe : « Demain dimanche, je serai en Belgique avec les amis de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique). » Le secrétaire général de la CGT a un emploi du temps de ministre. L'agenda n'est pas près de s'alléger : « J'étais il y a trois semaines dans une boîte qui fabrique des satellites pour la Défense... Même eux ils sont inquiets, car aujourd'hui, ce qui compte, ce n'est plus le savoir-faire, c'est le prix ! »



Philippe Martinez, le samedi 21 septembre 2019, à Dieppe. (Photo AC/PN)

A. C.

PHILIPPE MARTINEZ. « Aller voir les militants là où ils sont »

Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, était présent à Dieppe, samedi 21 septembre, pour les 100 ans de l'union locale dieppoise. Rencontre.

Pourquoi souhaitez-vous être présent à Dieppe pour les 100 ans de l'union locale ?

Il est important pour moi d'aller voir les militants là où ils se trouvent ! Notamment en ce moment où des maires veulent fermer des unions locales de la CGT. Ce qui n'est pas le cas de Dieppe. Mais je me suis rendu dans le Tarn-et-Garonne récemment car des élus veulent reprendre les locaux où sont hébergés les militants. Ils ne veulent pas comprendre une chose : ceux qui viennent nous voir pour défendre leurs droits fréquenteront sans doute moins les services sociaux. Les maires doivent prendre conscience de l'utilité des syndicats et ne pas réquisitionner les locaux.

Vous continuez à défendre l'action syndicale...

Oui, surtout en moment ! Je



Philippe Martinez, leader de la CGT, était à Dieppe samedi 21 septembre.

pense qu'au gouvernement, personne n'a jamais eu besoin des

syndicats... Ces gens ignorent la vraie vie. Pourtant, nous avons

une mission d'intérêt général auprès de ceux qui sont mena-

cés de licenciement. Il y a déjà tellement de misère dans ce pays. Nous sommes considérés comme des bons à rien. Mais essayer de museler les syndicats n'est pas représentatif d'une démocratie.

L'union locale dieppoise a 100 ans, est-ce l'une des plus anciennes ?

La maison mère de la CGT a 124 ans. Et 100 ans d'existence à Dieppe, c'est déjà pas mal ! Je sais qu'un livre a été réalisé sous la direction de Jacky Maussion montrant les luttes menées à Dieppe toutes ces années. Elles font partie du patrimoine du territoire. Dieppe est une belle ville, une station balnéaire, mais aussi une terre d'industrie comptant de nombreuses entreprises. Dans le département de Seine-Maritime, la commune est assez excentrée par rapport aux grandes villes. Il est donc impor-

tant de faire vivre cette Union locale de la CGT. Elle rassemble les travailleurs.

Vous vous êtes mobilisé pour les retraites dernièrement...

Oui, notamment auprès de la RATP, la Régie autonome des transports parisiens. Le gouvernement essaye de jeter la confusion concernant les retraites. Ce sujet concerne tout le monde. Et on commence toujours par attaquer les chômeurs, les retraités, les cheminots... Il y a peu, je me suis rendu dans une entreprise qui fabrique des satellites : les ouvriers sont inquiets. Pourtant, leurs productions touchent le secteur de la défense et de l'environnement... Mais, elles coûtent trop cher. Tout le monde peut voir son emploi menacé.

Propos recueillis par Camille Larher